

La Tunisie et les dictats du FMI : Comment la politique macro-économique entraîne la pauvreté et le chômage dans le monde

vendredi 28 janvier 2011, par [CHOSSUDOWSKY Michel](#) (Date de rédaction antérieure : 22 janvier 2011).

Sommaire

- [Le mouvement de protestation](#)
- [Aperçu historique](#)
- [L'augmentation spéculative des](#)
- [Manipulation des données \(...\)](#)
- [La Tunisie et le monde](#)

Les médias occidentaux proclament, en chœur, que le général Zine el-Abidine Ben Ali, ancien président déchu de la Tunisie, est un dictateur.

Le mouvement de protestation tunisien est simplement décrit comme la conséquence d'un régime antidémocratique et autoritaire défiant les normes de la « communauté internationale ».

Toutefois, Ben Ali n'était pas un « dictateur ». Les dictateurs décident et dictent. Ben Ali était un serviteur des intérêts économiques occidentaux, un pantin fidèle qui obéissait aux ordres, avec l'appui soutenu de la communauté internationale.

L'interférence étrangère dans les affaires intérieures de la Tunisie n'est pas mentionnée dans les reportages médiatiques. Les hausses de prix de la nourriture n'ont pas été « dictées » par le gouvernement Ben Ali, mais imposées par Wall Street et le Fonds monétaire international (FMI).

Le rôle du gouvernement Ben Ali a été d'appliquer la médecine économique mortelle du FMI, laquelle, sur une période de plus de 20 ans, a servi à déstabiliser l'économie nationale et à appauvrir la population tunisienne.

En tant que chef d'État, Ben Ali n'a pas pris de décision importante. La souveraineté nationale était un souvenir. En 1987, au plus fort de la crise de la dette, le gouvernement nationaliste de gauche d'Habib Bourguiba a été remplacé par un nouveau régime, fermement engagé à adopter des réformes du « marché libre ».

La gestion macro-économique sous le commandement du FMI était aux mains des créanciers extérieurs de la Tunisie. Au cours des 23 dernières années, la politique sociale et économique du pays a été dictée par le consensus de Washington.

Ben Ali est demeuré au pouvoir, car son gouvernement a obéi et appliqué efficacement les dictats du FMI, tout en servant à la fois les intérêts des États-Unis et ceux de l'Union européenne.

Ce système a été implanté dans de nombreux pays.

La continuité des réformes fatales du FMI requiert un « changement de régime ». La mise en place d'une marionnette politique assure l'application du programme néolibéral, tout en créant des conditions propices à l'effondrement éventuel d'un gouvernement corrompu et impopulaire ayant servi à appauvrir une population entière.

Le mouvement de protestation

Ce ne sont pas Wall Street et les institutions financières internationales situées à Washington qui sont la cible directe du mouvement de protestation. L'implosion sociale a été dirigée contre un gouvernement plutôt que contre l'interférence des puissances étrangères dans l'orientation de la politique gouvernementale.

Au début, les protestations n'étaient pas le résultat d'un mouvement politique organisé et dirigé contre l'imposition des réformes néolibérales.

De plus, des indications laissent croire que le mouvement de protestation a été manipulé dans le but de créer un chaos social, ainsi que d'assurer une continuité politique. Des reportages non corroborés révèlent des actes de répression et d'intimidation par des milices armées dans de grandes zones urbaines.

La question qui importe est comment la crise évoluera-t-elle ? Comment la question plus large de l'interférence étrangère sera-t-elle abordée par le peuple tunisien ?

Du point de vue de Washington et de Bruxelles, on prévoit le remplacement d'un régime impopulaire et autoritaire par un nouveau gouvernement fantoche. Des élections sont envisagées sous la supervision de la soi-disant communauté internationale, auquel cas des candidats seraient présélectionnés et approuvés.

Si ce processus de changement de régime devait être mis en œuvre pour le compte d'intérêts étrangers, le nouveau gouvernement mandataire assurerait sans doute la continuité du programme politique néolibéral ayant servi à appauvrir la population tunisienne.

Le gouvernement transitoire mené par le président intérimaire Fouad Mebazza se trouve actuellement dans une impasse, avec une opposition féroce émanant du mouvement syndical (UGTT). Mebazza a promis de « rompre avec le passé » sans toutefois spécifier si cela signifie l'annulation des réformes économiques néolibérales.

Aperçu historique

En chœur, les médias ont présenté la crise en Tunisie comme une question de politique intérieure, sans offrir de perspective historique. La présomption veut qu'avec la déposition du « dictateur » et l'installation d'un gouvernement dûment élu, la crise sociale se résoudra tôt ou tard.

Les premières « émeutes du pain » en Tunisie remontent à 1984. Le mouvement de protestation de janvier 1984 a été causé par une hausse de 100 pour cent des prix du pain. Cette augmentation a été exigée par le FMI dans le cadre du programme d'ajustement structurel tunisien (PAS). L'élimination de subventions alimentaires était une condition de facto de l'accord de prêt avec le FMI.

Le président Habib Bourguiba, qui a joué un rôle historique dans la libération de la Tunisie du colonialisme français, a déclaré un état d'urgence en réaction aux émeutes :

« Alors que les tirs retentissaient, la police et les troupes d'armée en jeeps et en véhicules blindés de transport de troupes se sont déployées à travers la ville pour réprimer l'« émeute du pain ». La démonstration de force a finalement amené un calme inquiétant, mais seulement après que plus de 50 manifestants et passants furent tués. Ensuite, dans une émission dramatique de cinq minutes diffusée à la radio et à la télévision, Bourguiba a annoncé qu'il annulait la hausse de prix. » [1]

Après le désaveu du président Bourguiba, la hausse de prix du pain a été annulée. Bourguiba a congédié son ministre de l'Intérieur et a refusé de se conformer aux demandes du consensus de Washington.

Le programme néolibéral avait tout de même été établi et avait mené à une inflation galopante et au chômage de masse. Trois ans plus tard, Bourguiba et son gouvernement ont été chassés dans un coup d'État sans effusion de sang, « en raison d'incompétence ». Cela a conduit à l'installation du général Zine el-Abidine Ben Ali comme président en novembre 1987. Ce coup ne visait pas Bourguiba : il était largement destiné à démanteler de façon permanente la structure politique nationaliste établie initialement au milieu des années 1950, tout en privatisant les avoirs de l'État.

Le coup militaire a non seulement marqué la fin du nationalisme postcolonial mené par Bourguiba, il a également contribué à affaiblir le rôle de la France. Le gouvernement Ben Ali s'est fermement aligné sur Washington plutôt que Paris.

À peine quelques mois après l'installation de Ben Ali comme président en novembre 1987, un accord majeur a été signé avec le FMI. Un accord avait également été conclu avec Bruxelles concernant l'établissement d'un régime de libre-échange avec l'Union européenne. Un programme de privatisation massive sous la supervision du FMI et de la Banque mondiale a aussi été lancé. Avec des salaires horaires de l'ordre de 0,75 euro, la Tunisie était par ailleurs devenue un paradis de main d'œuvre bon marché pour l'Union européenne.

Qui est le dictateur ?

Un examen des documents du FMI suggère que depuis l'inauguration de Ben Ali en 1987 jusqu'à aujourd'hui, son gouvernement s'était fidèlement conformé aux conditionnalités du FMI et de la Banque mondiale, incluant le congédiement de travailleurs du secteur public, l'élimination du contrôle des prix de biens essentiels à la consommation et l'implantation d'un programme de privatisation radical. L'abolition des barrières commerciales ordonnée par la Banque mondiale a favorisé le déclenchement d'une vague de faillites.

À la suite de ces bouleversements de l'économie nationale, les remises en espèces provenant des travailleurs tunisiens dans l'Union européenne sont devenues une source de plus en plus importante de recettes en devises.

Environ 65 000 Tunisiens vivent à l'étranger. En 2010, le montant total des remises en espèces étaient de l'ordre de 1,960 milliards de dollars, une hausse de 57 % par rapport à 2003. Une grande part de ces remises en devises sera affectée au service de la dette extérieure.

L'augmentation spéculative des prix de la nourriture dans le monde

En septembre 2010, un accord a été conclu entre Tunis et le FMI, lequel recommandait l'annulation des subventions restantes comme moyen d'atteindre un équilibre fiscal.

« La prudence fiscale demeure une priorité très importante pour les autorités [tunisiennes], qui,

dans l'environnement international actuel, voient également la nécessité de maintenir en 2010 une politique budgétaire d'un grand secours. Au cours de la dernière décennie, les efforts visant à réduire significativement le ratio d'endettement public ne devraient pas être compromis par une politique budgétaire trop laxiste. Les autorités sont engagées à contrôler fermement les dépenses actuelles, incluant les subventions [...] » [2]

Il convient de noter que l'insistance du FMI relativement à l'austérité budgétaire et à l'abolition des subventions coïncide chronologiquement avec une nouvelle augmentation des prix des aliments de base aux bourses de marchandise de London, New York et Chicago. Ces hausses de prix sont en grande partie le résultat des spéculations pratiquées par d'importants intérêts financiers et commerciaux de l'industrie agricole.

Ces augmentations des prix des aliments, résultant d'une manipulation pure et simple (plutôt que de la rareté), ont servi à appauvrir des populations partout dans le monde. Ces hausses constituent une nouvelle étape dans le processus d'appauvrissement mondial.

« Les médias ont simplement induit l'opinion publique en erreur en ce qui concerne les causes de ces augmentations de prix, en se concentrant presque exclusivement sur les questions des coûts de production, du climat et d'autres facteurs entraînant la réduction des réserves et pouvant contribuer à l'augmentation du prix des produits essentiels. Bien que ces facteurs puissent entrer en jeu, leur pertinence est limitée dans l'explication de la hausse impressionnante et dramatique des prix des produits de base.

La montée en flèche des prix des aliments est largement due à la manipulation des marchés. Elle est attribuable aux transactions spéculatives sur les marchés des produits de base. Les prix du grain sont augmentés artificiellement par des opérations spéculatives de grande envergure aux Bourses mercantiles de New York et de Chicago.

Les transactions spéculatives sur le blé, le riz ou le maïs peuvent avoir lieu sans qu'il y ait de transactions réelles sur marchandises. Les institutions qui spéculent sur le marché de grains ne sont pas nécessairement impliquées dans la vente et la livraison réelles du grain.

Les transactions peuvent utiliser des fonds de l'Index des marchandises, lesquels sont des paris sur le mouvement général à la hausse ou à la baisse des prix des produits de base. Une « option de vente » est un pari que le prix diminuera, une « option d'achat » un pari que le prix augmentera. Par une manipulation concertée, les négociateurs institutionnels et les institutions financières font monter le prix et ensuite placent leurs paris sur un mouvement à la hausse des prix d'un produit en particulier.

La spéculation génère de la volatilité sur les marchés. En retour, l'instabilité qui en résulte encourage davantage d'activité spéculative.

Les gains sont réalisés lorsque les prix augmentent. Inversement, si le spéculateur vent à découvert, les gains seront enregistrés lors de la chute des prix.

Cette récente hausse spéculative du prix des aliments a favorisé un processus mondial de création de la famine d'une ampleur sans précédent. » [3]

Il y a eu, de 2006 à 2008, une hausse dramatique des prix de tous les produits essentiels, dont le riz, le blé et le maïs. Le prix du riz a triplé en cinq ans, passant d'environ 600 \$ la tonne en 2003 à plus de 1800 \$ la tonne en mai 2008. [4]

L'augmentation récente du prix du grain est caractérisée par un bond de 32 % enregistré durant la

deuxième moitié de 2010 dans l'indice composite des prix alimentaires.

"La forte hausse des prix du sucre, des céréales et des oléagineux a conduit les prix alimentaires mondiaux à un record en décembre, dépassant les coûts de 2008, lesquels avaient déclenché des émeutes à travers le monde, et suscitant des mises en garde à l'effet que les prix s'aventuraient en terrain dangereux.

En décembre, un indice compilé mensuellement par les Nations Unies a battu son record de juin 2008 pour atteindre le niveau le plus élevé depuis la création des registres en 1990. Publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (ONUAA) située à Rome, l'indice, qui suit les prix d'un panier de céréales, des oléagineux, des produits laitiers, de la viande et du sucre, a augmenté pendant six mois consécutifs." [5]

Amère ironie : avec une augmentation du prix des aliments en arrière-plan, le FMI recommande l'annulation des subventions dans le but d'atteindre l'objectif d'austérité budgétaire.

Manipulation des données sur la pauvreté et le chômage

Il règne un climat de désespoir social, les vies sont brisées.

Alors que le mouvement de protestation en Tunisie est visiblement le résultat d'un processus d'appauvrissement de masse, la Banque mondiale soutient que les niveaux de pauvreté ont été réduits grâce aux réformes de libre-marché adoptées par le gouvernement Ben Ali.

Selon le rapport de la Banque mondiale sur la Tunisie, le gouvernement tunisien (avec l'appui des institutions de Bretton Woods) a contribué à réduire les niveaux de pauvreté à 7 % (des niveaux nettement plus bas que ceux enregistrés aux États-Unis et dans l'Union européenne).

"La Tunisie a enregistré des progrès remarquables en matière de croissance équitable, de lutte contre la pauvreté et d'indicateurs sociaux. Son taux de croissance s'est maintenu à 5 % en moyenne au cours des vingt dernières années, avec une progression régulière du revenu par habitant et une augmentation parallèle du bien-être de sa population mise en évidence par un taux de pauvreté qui est parmi les plus bas de la région (7 %).

La réduction de la pauvreté est attribuable principalement à la progression régulière du revenu par habitant [...] L'amélioration du réseau routier rural a joué un rôle particulièrement important en permettant aux populations pauvres vivant dans les campagnes d'accéder aux marchés et aux services urbains. Les programmes de logement ont amélioré les conditions de vie des populations pauvres et permis de dégager des revenus et de l'épargne pour financer des dépenses alimentaires et non alimentaires, ce qui a contribué également à agir favorablement sur l'allègement de la pauvreté. Les subventions alimentaires, qui étaient destinées aux pauvres, quoiqu'elles n'aient pas fonctionné de façon optimale, ont également aidé les habitants pauvres des villes." [6]

Ces chiffres sur la pauvreté sont de pures fabrications, sans compter l'« analyse » économique et sociale sous-jacente. Ils présentent le libre-marché comme le moteur de réduction de la pauvreté. Le cadre analytique de la Banque mondiale est utilisé pour justifier un processus de « répression économique » appliqué dans plus de 150 pays en développement à travers le monde.

Comme seulement 7 % de la population vit dans la pauvreté (comme le suggère l'« estimation » de la Banque mondiale) et que 93 % arrive à satisfaire ses besoins fondamentaux en termes de nourriture, de logement, de santé et d'éducation, il n'y aurait pas de crise en Tunisie.

La Banque mondiale participe activement à la manipulation de données et à la déformation de la détresse des Tunisiens. Le taux de chômage officiel est de 14 % et le niveau réel de chômage est beaucoup plus élevé. Le taux de chômage enregistré chez les jeunes est de l'ordre de 30 %. Les services sociaux, dont la santé et l'éducation, se sont effondrés sous le poids des mesures d'austérité économique du FMI et de la Banque mondiale.

La Tunisie et le monde

Ce qui arrive en Tunisie relève d'un processus économique mondial qui détruit la vie des gens par la manipulation délibérée des forces du marché.

De manière plus générale, « les dures réalités économiques et sociales sous-jacentes aux interventions du FMI sont la forte hausse du prix des denrées alimentaires, des famines au niveau local, des mises à pieds massives de travailleurs urbains et de fonctionnaires, ainsi que la destruction des programmes sociaux. Le pouvoir d'achat à l'échelle nationale s'est effondré, des cliniques médicales et des écoles ont été fermées, et des centaines de millions d'enfants sont privés de leur droit à un enseignement primaire ». (Michel Chossudovsky, Global Famine, op cit.)

Il est nécessaire de diriger le mouvement de protestation non seulement contre le gouvernement mais aussi contre l'ambassade étasunienne, la délégation de l'Union européenne et les missions du FMI et de la Banque mondiale en Tunisie. [M. C. mis à jour le 22 janvier 2010]

Michel Chossudovsky

P.-S.

* Traduit par Julie Lévesque pour Mondialisation.ca. :
<http://mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=22939>

* Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre et de la Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial (best-seller international publié en 12 langues).

Notes

[1] Tunisia : Bourguiba Lets Them Eat Bread - TIME, janvier 1984

[2] IMF Tunisia : 2010 Article IV Consultation - Staff Report ; Public Information Notice on the Executive Board Discussion ; and Statement by the Executive Director for Tunisia
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2010/cr10282.pdf>

[3] Michel Chossudovsky, Global Famine, Global Research, 2 mai 2008,
<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=8877>

[4] Michel Chossudovsky, <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=9191>. Pour plus de détails voir Michel Chossudovsky, chapitre 7, Global Poverty and the Economic Crisis dans Michel Chossudovsky et Andrew Gavin Marshall, éditeurs, The Global Economic Crisis, The Great Depression of the XXI Century, Global Research, Montréal 2010, <http://globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=20425>

[5] Jill Treanor, World food prices enter 'danger territory' to reach record high, The Guardian, 5 janvier 2011

[6] Banque mondiale, Note de présentation de la Tunisie